

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 MARS 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 22/177 PORT DU BRUSC - CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE AU PROFIT DE MONSIEUR JEROME DAVID - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Francis ROUX, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/177

BUREAU DU 21 MARS 2022

**O B J E T : PORT DU BRUSC - CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE
AU PROFIT DE MONSIEUR JEROME DAVID -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°19/10/341 du 03 octobre 2019 relative à la mise en œuvre du règlement général d'exploitation des ports en régie de la Métropole TPM précisant (chapitre 2, section 1, point 2.2) les règles de commercialisation de garanties d'usage,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°19/10/346 du 03 octobre 2019 relative aux plans d'affectation des postes d'amarrage du port du Brusc,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 21/12/464 du 16 décembre 2021 relative aux tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage applicables en 2021 dans le port du Brusc,

VU l'avis du Conseil d'Exploitation des Régies Portuaires des 27 mars 2017 et 11 décembre 2017,

VU l'avis du Conseil Portuaire du 15 novembre 2018,

VU le contrat de garantie d'usage ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire, a proposé de recourir à la vente de garanties d'usage dans le cadre de la mise en œuvre du plan de financement des travaux de construction de pontons de plaisance, de reconstruction de l'embarcadère des Embiez ainsi que du confortement du brise-lame et d'un dragage,

CONSIDERANT la demande de Monsieur Jérôme DAVID pour un contrat de garantie d'usage concernant un poste d'amarrage d'une surface de 23,20 m² dans le port du Brusc,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire, s'engage à consentir à Monsieur Jérôme DAVID un contrat de garantie d'usage moyennant le versement d'une participation au titre du financement des ouvrages portuaires de 55 000 € TTC (cinquante-cinq mille), pour un poste d'amarrage situé dans le port du Brusc,

CONSIDERANT que ce contrat de garantie d'usage est consenti et accepté pour une durée de 20 ans à compter de la notification du contrat de garantie d'usage,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le contrat de garantie d'usage au profit de Monsieur Jérôme DAVID pour un poste d'amarrage dans le port du Brusc dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes sont perçues sur le budget annexe du port du Brusc n° 33, section d'investissement, chapitre 13, article 1318.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 21 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE
PORT DU BRUSC**

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée Hôtel de la Métropole – 107, bd Henri Fabre - CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Hubert FALCO, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

Ci-après dénommée « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

M. Jérôme DAVID demeurant

Ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART.

PREAMBULE :

Il est précisé que la garantie d'usage octroie à son bénéficiaire un droit d'occupation privative du domaine public conforme au code général de la propriété des personnes publiques. Durant toute sa durée, le bénéficiaire ne dispose pas de droits réels sur l'emplacement du poste d'amarrage qui lui est accordé.

La garantie d'usage permet de bénéficier d'un droit transférable d'occupation privative, valorisable, pour une durée fixée à 20 ans, et suivant les modalités précisées ci-après, dans le respect des règles régissant la gestion de la domanialité publique.

Les parties définissent aux présentes les différentes clauses et conditions ayant pour objet de fixer les modalités selon lesquelles, l'Autorité Portuaire accorde une garantie d'usage au profit de personnes physiques.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :



ARTICLE 1 - Objet du contrat :

L'Autorité Portuaire confère au bénéficiaire une garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage au sein du site du port du Brusc, en contrepartie des redevances fixées aux articles 4 et 5. Le site au sein duquel un poste d'amarrage sera accordé est localisé sur le plan d'affectation du port du Brusc. A poste équivalent, l'Autorité Portuaire se réserve le droit d'en modifier l'emplacement.

ARTICLE 2 – Durée :

La présente garantie d'usage est accordée pour une durée de **20 années** à compter de la notification du présent contrat.

ARTICLE 3 - Caractéristiques du poste d'amarrage attribué et du navire considéré aux présentes :

Il est accordé au bénéficiaire un poste d'amarrage pouvant accueillir un navire de plaisance répondant aux caractéristiques suivantes :

Nom du bateau	N° d'immatriculation	Longueur	Largeur	Tirant d'eau	Type

Les dimensions du bateau tiennent compte de tous les équipements fixés à demeure au bateau (balcon, filières, chaise, plage arrière, panneaux solaires, moteur hors-bord fixe, bout dehors fixe, bossoirs...) et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer immédiatement à l'Autorité Portuaire toute modification concernant les caractéristiques d'identification du navire.

En considération des caractéristiques ci-dessus mentionnées, l'Autorité Portuaire attribue au bénéficiaire le poste d'amarrage répondant aux caractéristiques suivantes :

DESCRIPTIF DU POSTE D'AMARRAGE				
Longueur maximale du plan d'eau	Largeur maximale du plan d'eau	Profondeur du bassin	Dimensions maximales du bateau pouvant être accueilli (L x l)	Emplacement (non contractuel)
8 m	2.90 m			

ARTICLE 4 – Participation au titre du financement des ouvrages portuaires ou participation aux travaux :

Le bénéficiaire de la présente garantie d'usage s'engage à régler la participation d'un montant de 45 833.33 € HT, soit **55 000 € TTC (Cinquante-cinq mille euros TTC)** affectée au financement des ouvrages portuaires.

Cette participation est payable à la signature du contrat par chèque de banque ou par virement bancaire à l'ordre du Trésor Public.

Cette participation est liée au programme d'investissements réalisés pour la construction des ouvrages portuaires nouveaux décrits en annexe 1.

ARTICLE 5 – Frais de gestion :

Le bénéficiaire de la garantie d'usage doit s'acquitter des frais de gestion dont le montant, pour l'année 2021, a été fixé à **27.43 € TTC / m²**.

Cette redevance est **calculée et révisée chaque année**, selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports.

Cette redevance sera **rapportée aux dimensions** du navire (longueur x largeur) indiqués à l'article 3. A défaut de navire mentionné à l'article 3, la redevance portera sur la surface du descriptif du poste d'amarrage.

Les règlements devront être opérés dans les 30 jours à compter de la date d'émission du titre de recettes transmis par le comptable assignataire de l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Cette redevance est exclusive de toute redevance au titre de stationnement dans le port du Brusc.

ARTICLE 6 - Obligations du bénéficiaire :

6.1 - Dispositions générales :

Le bénéficiaire déclare accepter les conditions et les obligations afférentes à l'occupation du poste d'amarrage, qu'il contracte en conséquence envers l'Autorité Portuaire, telles qu'elles sont précisées dans le présent contrat et dans le règlement de police du port.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire conserve le droit d'effectuer à tout moment un contrôle des conditions d'occupation et d'utilisation du poste d'amarrage.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas modifier les ouvrages portuaires dont il dispose et demeure entièrement responsable des avaries qu'il occasionnerait à ces ouvrages. Il s'engage par ailleurs à porter immédiatement à la connaissance de l'Autorité Portuaire tout dommage susceptible de préjudicier au Domaine Public.

Le bénéficiaire est soumis aux règlements généraux et particuliers qui sont pris pour la police et l'exploitation du port et également aux règlements et consignes de sécurité concernant en particulier la lutte contre l'incendie et affichés à la capitainerie.

6.2 – Assurances :

Le bénéficiaire déclare être assuré par une compagnie d'assurance réputée solvable, dont la police en langue française est jointe aux présentes, et il sera remis, chaque année, à l'Autorité Portuaire une attestation d'assurance en cours de validité à première demande.

Cette police couvrira au minimum :

- Les dommages causés aux ouvrages du port,
- Le renflouement et l'enlèvement du bateau en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès ; le plafond de cette couverture devra être clairement retransmis à l'Autorité Portuaire,
- Les dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

6.3 - Vacance du poste d'amarrage :

La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le bateau du bénéficiaire sont assurées **exclusivement** par l'Autorité Portuaire, conformément au Code des Transports.

Le reversement des recettes perçues par l'Autorité Portuaire sera effectué à hauteur de 50% TTC auprès du bénéficiaire du présent contrat, dans le courant du trimestre qui suit la période annuelle de référence.

Tous les mouvements du navire objet du présent contrat seront signalés avec un préavis de 2 heures pour les mouvements de moins de 48 heures.

Tous les mouvements du navire de plus de 48 heures seront signalés avec un préavis de 24 heures.

A défaut de signalement par le bénéficiaire des mouvements du navire, l'Autorité Portuaire pourra, en cas d'absence constatée supérieure à 48 heures, considérer que sa place est vacante et il pourra donc la louer.

6.4 - Gardiennage et sécurité :

Le bénéficiaire est tenu de faire assurer le gardiennage de son bateau et de ses amarres.

Les moyens par lesquels la personne ou l'organisme assurant le gardiennage du bateau peut être contacté en cas d'urgence sont communiqués à l'Autorité Portuaire.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire ne puisse être tenue pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet de la part de tiers, le bateau amarré au poste affecté au bénéficiaire ; ce dernier est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de l'Autorité Portuaire ne saurait être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence du bénéficiaire ou de ses préposés, notamment en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique délivré aux prises existant sur les quais et terre-pleins.

L'Autorité Portuaire peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau du bénéficiaire, qui l'accepte, au cas où celui-ci serait en danger par le fait de l'eau ou de l'incendie ou constituerait une menace pour les autres bateaux ou les installations portuaires.

6.5 - Etat des lieux d'entrée en jouissance :

Lors de la livraison du poste d'amarrage, le bénéficiaire constate contradictoirement avec le représentant local de l'Autorité Portuaire l'état des ouvrages portuaires mis à sa disposition.

Par ailleurs, le bénéficiaire peut être tenu pour responsable des détériorations des ouvrages du port mis à sa disposition, qui apparaîtraient en cours de contrat et dont l'origine serait étrangère à l'usure et à l'érosion, que ce soit de son fait ou de toute personne physique ou morale qui lui serait liée.

En cas de location-vacance du poste d'amarrage, telle que prévue à l'article 6.3 du présent contrat, l'occupant temporaire sera tenu pour responsable des dégradations des ouvrages du port mis à sa disposition dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

ARTICLE 7 - Obligations de l'Autorité Portuaire :

L'Autorité Portuaire garantit au bénéficiaire un droit d'amarrage à un emplacement conforme aux dimensions du bateau désigné à l'article 3 et assurera d'une manière générale l'entretien des équipements associés.

L'Autorité Portuaire met à la disposition du bénéficiaire les organes d'amarrage adaptés aux dimensions du bateau. Le bénéficiaire installera ses amarres personnelles avants et arrières, constituées d'un cordage en bon état dont les caractéristiques mécaniques et le diamètre seront adaptés au bateau.

L'Autorité Portuaire met à la disposition du bénéficiaire les ouvrages de fourniture d'eau et d'énergie électrique, conformes aux normes et règlements de sécurité en vigueur, suivants : ☒ oui ☐ non

- Prises électriques : 220 volts – 16 ampères

- Prises d'eau : oui ☒ - non ☐

ARTICLE 8 - Modalités de transfert de la garantie d'usage :

8.1 – Cession :

Le présent contrat de garantie d'usage ne peut être cédé directement. **Après l'expiration d'un délai de cinq ans qui court à compter de la notification du présent contrat**, toute cession, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'auprès de l'Autorité Portuaire qui se chargera du rachat dans les conditions prévues à l'article 10.

8.2 – Décès :

En cas de décès du bénéficiaire, le poste est transmissible aux héritiers. L'héritier devra justifier de sa qualité par acte notarié.

En cas d'indivision, il sera désigné un seul titulaire de la garantie d'usage.

ARTICLE 9 - Interdiction de location directe :

La garantie d'usage ne peut pas faire l'objet d'une location directe de la part du bénéficiaire.

La location ne pourra se faire que dans le strict respect des conditions définies à l'article 6.3 du présent contrat.

Au cas où l'Autorité Portuaire constaterait que le bénéficiaire a contrevenu à l'interdiction énoncée ci-dessus, il mettra en œuvre les sanctions prévues à l'article 12 ci-dessous.

ARTICLE 10 – Valeur de reprise :

La garantie d'usage peut être retirée par l'Autorité Portuaire. Le bénéficiaire s'interdit tout recours contre l'Autorité Portuaire dans le cas où cette dernière procéderait au retrait et/ou à la suppression partielle ou totale des ouvrages et outillages.

Dans ce cas, l'Autorité Portuaire reprend la libre disposition du poste correspondant en versant au bénéficiaire une somme calculée dans les conditions ci-après à laquelle se rajoute le taux de TVA en vigueur au jour de la signature de la reprise.

La valeur de cette somme hors taxes est obtenue par application de la formule suivante :

$$V = \frac{RO \times TP07b(n)}{TP07b(0)} \times \frac{A}{N}$$

Dans laquelle :

V = Valeur de reprise HT

RO = Montant HT de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat (article 4).

TP07b (n) = Indice Travaux publics TP07b (travaux de génie civil, béton, et acier pour ouvrages maritimes) au 1^{er} janvier de l'année de reprise.

TP07b (0) = Indice Travaux publics TP07b au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat.

A = Durée de validité restante du contrat à la date de reprise (en jours)

N = Durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours).

Le remboursement de la valeur de reprise intervient dans les 45 jours suivant la notification de l'avenant de résiliation.

ARTICLE 11 - Fin anticipée du contrat :

L'Autorité Portuaire pourra mettre fin au contrat pour des motifs d'intérêt général ou des motifs liés à l'intérêt du domaine public et ce conformément aux principes régissant la maîtrise de la domanialité publique.

La partie de la redevance forfaitaire correspondant à la perte du droit d'usage ainsi causée est, dans cette hypothèse, reversée par l'Autorité Portuaire au bénéficiaire dans les mêmes conditions que celles évoquées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 12 – Résiliation :

En cas de manquement de la part du bénéficiaire aux obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, l'Autorité Portuaire peut résilier le contrat concerné, selon la procédure suivante :

Mise en demeure du bénéficiaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, de se conformer aux dispositions du contrat dans un délai d'un mois sous peine de résiliation de droit dudit contrat.

A l'issue de ce délai, en cas de non-conformité, la place sera remise à la disposition de l'Autorité Portuaire. Le bénéficiaire devra procéder, sous huitaine, à compter de l'expiration du délai de 1 mois susmentionné, à l'enlèvement du navire. A défaut, cet enlèvement sera effectué à ses frais, risques et périls.

Le remboursement par l'Autorité Portuaire au bénéficiaire se fera à hauteur de 75% seulement de la valeur de reprise, calculée dans les conditions précisées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 - Coopération :

Les parties s'engagent, en application des articles 1134 et 1135 du Code civil, à mettre en œuvre des moyens raisonnables afin que l'exécution du contrat se déroule dans de bonnes conditions et que les liens contractuels s'adaptent à l'évolution de la demande du bénéficiaire.

ARTICLE 14 - Intégralité – Modification :

Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations contractuelles liant les parties à la date de sa signature dans le cadre des lois et règlements applicables.

Il annule et remplace tout accord, toute disposition et toute stipulation contraire qui lui seraient antérieurs et qui concerneraient le même objet.

Le présent contrat ne peut être modifié que par un avenant écrit signé par l'ensemble des parties signataires.

ARTICLE 15 - Litiges et Clause attributive de compétence :

Les parties au présent contrat s'engagent à tout faire pour essayer de régler à l'amiable tout litige qui pourrait éventuellement naître de l'exécution du présent contrat.

Les litiges nés de l'application des présentes clauses de ce contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 16 - Exécution :

Le Président de la Métropole sera chargé de l'exécution du présent contrat qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 17 - Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 18 - Annexes :

L'annexe jointe au contrat et décrite ci-dessous, fait partie intégrante du contrat de garantie d'usage et a valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en première page du présent contrat.


Annexe 1 : Programme de travaux lié à cette garantie d'usage

Fait à Toulon, le
En deux originaux,

Le bénéficiaire de la garantie d'usage,
Lu et approuvé
Jérôme DAVID

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,
Hubert FALCO

Lu et approuvé



ANNEXE 1

**PROGRAMME DE TRAVAUX LIÉ A CETTE GARANTIE D'USAGE
(Prévisionnel)**

Intitulés	Montants	Date prévisionnelle
- Construction de pontons de plaisance	1 900 000 € HT	
- Reconstruction de l'embarcadère des Embiez	1 000 000 € HT	
- Confortement du brise lame et dragage	900 000 € HT	